# Intervention de Jérôme Vignon à l'issue de la Conférence « Renforcer le processus communautaire d'inclusion sociale » organisée par la Présidence luxembourgeoise les 13-14 juin 2005

Comment ne pas d'abord remercier la Présidence Luxembourgeoise et ne pas applaudir Tony ATKINSON, Bea CANTILLON, Eric MARLIER et Brian NOLAN, qui ont mené en solitaire cette large échappée, jusqu'à ce jour où le peloton que nous sommes, engagés dans cette course contre la pauvreté et l'exclusion, peut enfin les rejoindre ?

Il appartiendra au Comité de Protection Sociale, aux Présidences qui vont se succéder, celle du Royaume-Uni et celle de l'Autriche, de faire leur miel de tout ce travail et des débats qu'il a suscités. Il leur reviendra, avec la Commission, de les placer dans le contexte politique de la nouvelle stratégie de Lisbonne et du processus de recentrage, de simplification et d'appropriation qui concerne aussi, avec le « streamlining », la Protection Sociale et l'Inclusion.

D'ores et déjà, il est bon en tant que Commission de prendre une première mesure des bonnes idées qui ont jailli de ces tables rondes successives.

1) Le décor avait été bien planté par la première table ronde.

La Commission mesure mieux ce que signifie « apprendre les uns des autres » (si tel est l'essence même de la démarche européenne contre l'exclusion). A l'opposé du « naming and shaming », il s'agit de mieux comprendre les systèmes sociaux de nos partenaires et comment au travers de changements complexes, multi-facettes, ces systèmes continuent d'évoluer pour pouvoir faire face à leur vocation : construire une cohésion sociale, une société d'inclusion. Puis, enrichi par cette connaissance, il s'agit de prendre nous-mêmes, dans des plans d'action nationaux (NAP), des engagements d'adaptation de notre propre système social.

Cela relativise la question des recommandations, pour donner au contraire, plus de poids à celle de la visibilité et de l'authenticité. Les NAP sont la face émergée de l'iceberg qui plonge dans la protection sociale, les systèmes d'emploi, la fiscalité, les politiques de logement et de l'éducation. De cet aspect « systémique » découle d'ailleurs la pertinence de ce que nous appelons le « streamlining » et le « feeding in » :

- De l'exercice de « streamlining », qui va mettre les stratégies d'inclusion au regard de la protection sociale.
- De l'exercice du « feeding in », qui oblige à expliciter leur lien avec l'emploi et la croissance. Ce qui n'est pas simple, comme l'a montré le débat qui a suivi la présentation de Bea CANTILLON.

2) Ce qui me conduit d'entrée de jeu à considérer le fruit de la quatrième table ronde, consacrée justement à l'organisation générale de ces NAP inclusion.

La concentration et la simplification recommandées par la nouvelle stratégie de Lisbonne convergent avec la nécessité de mieux mettre en évidence les liens de

causalité entre l'emploi, l'inclusion sociale et la protection sociale. Tout invite à rendre plus « stratégique » la conception des NAP inclusion, comme nous y a convié Monsieur MARLIER. Je souligne ici seulement quatre questions sur lesquelles la Commission et le Comité de Protection Sociale devront se pencher :

- Parler des NAP inclusion, c'est supposer qu'ils continuent d'exister de façon distincte. Comment concilier cette existence propre avec un rapport conjoint réunissant protection sociale et inclusion sociale ?
- Comment donner suite à la recommandation du Conseil européen d'y faire figurer des objectifs ciblés en termes de résultats ? Sans doute en acceptant une variété de ces objectifs ciblés, y compris des objectifs portant sur les aspects non monétaires de la pauvreté, illustrés par des indicateurs nationaux, manière aussi de répondre à cette meilleure articulation nécessaire entre le niveau européen et le niveau national.
- Comment structurer la nouvelle liste des objectifs communs qui seront proposés en novembre, pour à la fois illustrer la spécificité de la lutte contre l'exclusion et son lien avec les grands enjeux économiques et sociaux de l'Union ? Sans doute en distinguant deux niveaux d'objectifs :
    - Des objectifs globaux, communs aux trois strates, faisant le lien avec le nouveau Lisbonne, comme avec la stratégie de développement soutenable et soulignant les enjeux de mobilisation nationale des acteurs. (Pourquoi pas des indicateurs de participation ?)
    - Des objectifs spécifiques qui, dans le cas de l'inclusion sociale, pourront aussi exprimer des exigences concrètes pour l'éducation, la santé, le logement ou les responsabilités au regard des groupes cibles (les enfants, les minorités ethniques).
- Comment enfin ancrer ces NAP, qui couvrent une courte période 2006-2008, dans une perspective plus longue, correspondant au temps nécessaire pour atteindre des objectifs en terme de résultat ?

3) Evoquer les indicateurs, c'est évoquer la boîte à outils que les deux tables rondes introduites par T. ATKINSON et B. NOLAN ont proposée dès hier.

Je m'en tiendrai alors aux conclusions qui me sont apparues les plus robustes.

Oui, nous pouvons certainement, dans un délai raisonnable consolider et approfondir la base de données statistiques européennes communes, tout en préservant les bases nationales qui doivent être davantage utilisées. Mon collègue Michel Glaude a, me semble-t-il, évoqué avec l'autorité d'Eurostat ces pistes nouvelles en annonçant :

- une conférence de méthode pour EU-SILC et pour le bon usage de la transition ;
- une distinction plus rigoureuse entre indicateurs annuels et multi-annuels ;
- des approfondissements techniques (précision de mesures, coefficient de pondération) ;
- l'approfondissement systématique du champ des indicateurs comparables en matière de pauvreté non monétaire. Ces indicateurs offrent une réponse plus pertinente que celle d'un indicateur européen de pauvreté relative pour tenir compte des situations sociales des nouveaux Etats Membres.

Oui, nous pouvons et nous devons, sans doute d'abord au plan national et plus tard au plan européen, approfondir le caractère stratégique du processus européen de lutte contre l'exclusion, en créant et en utilisant des outils de modélisation qui articuleraient mieux les actions, les objectifs de résultats, les comportements des acteurs et les indicateurs.

Bien sûr, nous savons que ces outils laissent ouverte une part d'incertitude, ignorent l'histoire, la force du sentiment de justice et celle des valeurs (Gilda FARRELL, Jutta ALLMENDINGER, Dagmar KUTSAR). Mais argumenter, c'est aussi faciliter l'acceptation et la compréhension. Sans doute, l'objectif proposé hier par T. ATKINSON de développer de tels instruments vise-t-il le long terme. Mais la Commission est disposée à appuyer ces efforts de modélisation : par l'accès des chercheurs aux bases de données individuelles, regardé favorablement par Eurostat, mais aussi par le recours aux financements disponibles au travers du Programme d'Action pour la lutte contre la pauvreté et Programme Cadre de recherche. Il s'agit en effet de mobiliser cette communauté particulière d'Européens que sont les chercheurs et les universitaires dans la stratégie de lutte contre l'exclusion.

Je ne conclurai pas par un appel à davantage de responsabilité politique ni même de leadership politique. Cela ne me semble pas faire vraiment justice à ce que nous vous avons vécu ensemble et qui consiste à susciter justement la participation de la société européenne elle-même, et pas seulement à la doter de leaders charismatiques. Dans les NAP, les responsables politiques s'engagent avec le soutien de la société civile. Nous devons avoir le pessimisme de Anton HEMERIJCK et de Zsuzsa FERGE, la détermination de Jean MONNET, et la confiance dans l'intelligence de la société, sinon à quoi bon parler d'une nouvelle « société de l'intelligence »?